

Le Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)

Type : Syndicat des eaux

Caractéristiques :

- 144 communes membres sur toute la région parisienne
- Budget eau 2008 : 602,5 millions euros
- gestion du service déléguée à Veolia Eau, dans le cadre d'un contrat de régie intéressée
- 1 million de m³ produits chaque jour
- 4 millions de consommateurs

Principaux éléments chiffrés

Potentiel Oudin :¹ 3,7 M€

Montants alloués dans le cadre du dispositif de solidarité internationale :

| | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|-------------|-------------|----------------------|
| Appui aux projets de coopération des acteurs français | 1 661 750 € | 1 600 000 € | 1 556 000 € |
| Valorisation ressources humaines ² | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € |
| Coopération technique (échange de savoir-faire) | | | 7 500 € ³ |

Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009): 1 800 000 € (loi Oudin à 0,45%)

NB : 18,5 millions d'euros consacrés depuis 1986 à des programmes d'aide au développement de réseaux hydrauliques dans des pays d'Afrique et d'Asie francophones.

Orientations générales

Depuis 1986, le SEDIF subventionne des organisations de solidarité internationale de droit français qui, pour le compte de collectivités dans des pays en développement, réalisent des projets d'alimentation en eau potable.

La loi Oudin-Santini du 9 février 2005 est venue conforter cette pratique pour laquelle le SEDIF était précurseur.

L'action internationale du SEDIF est aujourd'hui encadrée par une délibération du Comité syndical du 23 juin 2005. En 2007, un prélèvement de 0,6 centimes d'euro par m³ d'eau vendu sur le territoire syndical a été fixé, soit une aide annuelle d'environ 1 500 000 € destinée à la réalisation d'équipements hydrauliques dans les pays en développement et visant :

- L'amélioration des conditions sanitaires des populations du milieu rural et des ménages vulnérables habitant les quartiers urbains défavorisés
- L'émergence de collectivités locales du Sud et des maîtres d'ouvrages publics ayant en charge la gestion du service public d'alimentation en eau potable.

Zones géographiques :

Le SEDIF a limité son périmètre d'action aux pays francophones d'Afrique et de la péninsule Indochinoise, à Madagascar, à la République d'Haïti, aux Comores et au Maroc.

¹ 250 Mm³ vendu/an avec un prix de l'eau à 1,5 €/m³ x 1% = 3,7 M€

² Détail du calcul d'estimation des ressources humaines mobilisées: un ingénieur à temps plein + personnels administratifs (100 000 €) + missions de suivi (100 000 €)

³ Détail du calcul d'estimation du montant alloué à la coopération technique : 15 jours.hommes et 2 missions = ~7 500 €

Modalités d'intervention

Organisation du service :

Sous l'autorité du DGST, l'ingénieur responsable du programme solidarité eau assure le suivi administratif et financier des subventions.

Deux fois par an, sur proposition de la commission compétente, composée de 8 élus franciliens, le Comité Syndical du SEDIF (144 élus) accorde les subventions par délibération.

L'action internationale du SEDIF est actuellement centrée sur le soutien financier à des actions portées par des associations et mobilise donc peu les services techniques. Cependant depuis 2009, le SEDIF développe des partenariats d'échanges techniques.

→ Le « Programme Solidarité Eau » :

Le SEDIF contribue au financement soit de programmes locaux, à échelle réduite, soit de projets innovateurs à fort caractère institutionnel pouvant être transposés à une échelle supérieure - notamment en ce qui concerne le financement des investissements de premier établissement, les techniques de traitement des eaux de surface, la pratique de l'intercommunalité ou le suivi de la gestion du service de l'eau. Pour être recevable, une demande de subvention doit concerner le développement du service public de l'eau potable des pays en voie de développement.

Seules sont éligibles les ONG ayant leur siège en France et une représentation permanente spécialiste du domaine de l'hydraulique dans les pays bénéficiaires.

Pour la mise en œuvre des actions, des conventions de coopération sont signées entre le SEDIF et l'autorité locale. Les actions de coopération peuvent donner lieu à des échanges entre élus.

→ Coopérations techniques :

2 actions de coopération technique ont été initiées en 2009 :

- Avec la Société des Eaux de Vientiane au Laos : la coopération porte sur la gestion patrimoniale des réseaux de distribution, l'analyse financière et la délégation de gestion du service de l'eau
- Avec l'ONEA au Burkina Faso : la coopération porte sur la télésurveillance du réseau et télégestion des équipements, l'analyse financière, la délégation de gestion du service de l'eau, la normalisation (certification ISO relative à la gestion de clientèle)

Ces partenariats se traduisent par des missions techniques sur place et des visites d'échanges par les partenaires au SEDIF.

→ Suivi évaluation :

Des missions d'évaluation à différents stades d'avancement des projets, impliquant le plus souvent un élu, sont menées à fréquence de 3 à 5 par an.

Type d'intervention : Type 1b > Soutien financier à des projets du secteur Eau et Assainissement

Analyse des actions soutenues sur 2007-2009

En 23 ans, le SEDIF a cofinancé à hauteur de 16,6 M€ des opérations d'hydraulique rurale et urbaine ayant bénéficié à environ 2 700 000 personnes dans 18 pays.

Nombre de projets financés : 69 subventions ont été accordées entre 2007 et 2009

Montant total : 4 817 750 €

Type d'organismes soutenus : Les 17 actions soutenues financièrement en 2009 sont portées par des ONG de solidarité internationale.

Moyenne des subventions (sur 2009):

Mini = 20 000 €

Maxi = 200 000 €

Moyenne = 100 000 €

La moyenne des subventions octroyées tend à augmenter, le SEDIF s'orientant vers le financement d'une quantité plus limitée de projets dans le secteur de l'hydraulique semi urbaine.

Principaux pays bénéficiaires : Madagascar, Mali, Burkina Faso, Vietnam, Laos, Togo, Mauritanie, .

Perspectives d'évolution

Le SEDIF souhaite organiser des échanges techniques entre ses ingénieurs et ceux des Sociétés des Eaux du Sud sur des questions liées à la gestion patrimoniale et le contrôle du service public de l'eau potable..

Prévisionnel 2011 : 1 500 000 €

(Pas d'augmentation prévue dans les 2 prochaines années)

A retenir

Un soutien à des projets structurant sur le plan institutionnel, visant à renforcer les capacités des autorités territoriales à gérer le service public de l'eau potable.

Le plus grand contributeur financier en application de la loi Oudin (1,8 M€ / an)